

# ACTION URGENTE

## GUINÉE. URGENCE – CRAINTES POUR LA SANTÉ DE DEUX DÉTENUS

**Dogius Koly Théa et Kala Honomou, deux hommes détenus arbitrairement en Guinée, ont besoin de soins médicaux urgents car leur état de santé est en train de se détériorer. Depuis leur arrestation, le 7 mai, ils n'ont pas été inculpés d'une quelconque infraction dûment reconnue par la loi ni déférés.**

**Dogius Koly Théa** (28 ans), caporal et père de deux enfants, et **Kala Honomou** (47 ans), économiste et père de cinq enfants, ont été arrêtés le 7 mai à la gendarmerie de Nzérékoré (Guinée). Le 11 mai, ils ont été transférés au centre de détention PM3 de la gendarmerie, à Conakry, loin de leurs proches. Ils n'ont pas été informés du fondement juridique de leur incarcération et sont privés d'avocat. Ils ont passé leur première semaine au centre PM3 dans des cellules servant de toilettes, où ils devaient dormir à même le sol.

À leur arrivée à Conakry, Dogius Koly Théa et Kala Honomou ont appris qu'ils faisaient l'objet d'une information judiciaire pour tentative de coup d'État. Pourtant, il ne s'agit pas d'une infraction reconnue par le droit guinéen. Malgré les demandes officielles du parquet, le commandant du PM3 a refusé de déférer Dogius Koly Théa et Kala Honomou.

Depuis plus de deux semaines, Dogius Koly Théa souffre d'une forte fièvre et de douleurs. Les gendarmes l'ont emmené dans un centre de santé après qu'il s'est évanoui dans sa cellule. Cependant, il n'a pas pu bénéficier des soins adéquats et a été reconduit au centre de détention avec des médicaments. Son état de santé continue de se détériorer. Kala Honomou souffre, quant à lui, d'une grave infection pulmonaire depuis plus de trois semaines. Malgré les demandes formulées par son avocat, la gendarmerie ne l'autorise pas à consulter un médecin.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES CI-APRÈS, en français, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités guinéennes à veiller à ce que Dogius Koly Théa et Kala Honomou bénéficient sans délai des traitements et des soins médicaux nécessaires, dans le respect de leurs souhaits ;
- demandez-leur de remettre ces hommes en liberté immédiatement, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- appelez-les à faire en sorte que leur traitement en détention respecte les normes internationales, notamment l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus [ONU] ;
- rappelez-leur combien il est important de protéger et de respecter les droits aux libertés d'expression et de réunion pacifique dans le contexte électoral.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 JUILLET 2015 À :

Président de la République  
Alpha Condé  
Présidence de la République  
Conakry  
Guinée  
Courriel : [info@presidence.gov.gn](mailto:info@presidence.gov.gn)  
Formule d'appel : **Monsieur le Président,**

Ministre de la Justice  
Cheick Sako  
Ministère de la Justice  
BP 06, Conakry  
Guinée  
Courriel : [gouvgn@gmail.com](mailto:gouvgn@gmail.com)  
Formule d'appel : **Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**  
Ministre des Droits de l'homme et des Libertés publiques  
Kalifa Gassama Diaby  
Ministère des Droits de l'homme et des Libertés publiques  
BP 564, Conakry  
Guinée  
Courriel : [gouvgn@gmail.com](mailto:gouvgn@gmail.com)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Guinée dans votre pays (adresse/s à compléter) :**  
Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## GUINÉE. URGENCE – CRAINTES POUR LA SANTÉ DE DEUX DÉTENUS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon des informations relayées par les médias, le président Alpha Condé a prononcé un discours le 23 mai lors d'une visite à Nzérékoré et, à cette occasion, il a fait référence à un groupe d'hommes qui se livreraient à des activités malveillantes dans la forêt de Kéréma – la région où vivaient Dogius Koly Théa et Kala Honomou. Il a indiqué que les personnes concernées seraient amenées à répondre de leurs actes et que des ressources seraient affectées à la police, à la gendarmerie et à l'armée à cet effet.

Quatre mois avant le début de la période électorale, les droits aux libertés d'expression et de réunion sont gravement menacés. L'élection présidentielle doit se tenir en octobre 2015 et les élections locales, en 2016.

Depuis l'annonce du calendrier électoral, en mars 2015, au moins six personnes sont mortes et 57 ont été blessées, notamment des policiers et des gendarmes, lors des affrontements entre manifestants et forces de sécurité qui ont eu lieu à Conakry et dans d'autres villes à l'approche des élections. Selon les informations recueillies par Amnesty International, environ 357 personnes sont mortes et des milliers ont été blessées dans des manifestations organisées en Guinée au cours des 10 dernières années.

Le 2 juin, l'Assemblée nationale a adopté un texte de loi sur le maintien de l'ordre public, qui définit quand et comment il est possible ou non d'avoir recours à la force pendant des manifestations. Tout en se félicitant que des mesures aient été prises afin d'établir les missions et les responsabilités des forces de sécurité guinéennes, Amnesty International souhaite appeler l'attention sur le fait que la nouvelle loi – qui doit encore être approuvée par le président – présente des lacunes importantes qui pourraient déclencher d'autres manifestations et aboutir à une situation dans laquelle le droit de réunion pacifique ne serait pas pleinement respecté, protégé ni concrétisé. Point essentiel, le texte n'autoriserait pas les rassemblements spontanés, tandis que les forces de sécurité seraient toujours habilitées à disperser des groupes de manifestants pacifiques si elles soupçonnaient ne serait-ce qu'une personne de porter ou de cacher une arme. Amnesty International craint que ces dispositions ne soient elle aussi utilisées pour interdire et réprimer les manifestations pacifiques.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté un autre texte à la même séance. Celui-ci prévoit des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et de lourdes amendes pour outrage, diffamation, offense ou publication de « fausses informations » visant le président ou d'autres représentants de l'État. Amnesty International considère ces dispositions comme une restriction totalement injustifiée de la liberté d'expression, qui pourrait servir à incriminer la dissidence, et exhorte le président à ne pas approuver le texte en question.

Le 1<sup>er</sup> juin, la Haute Autorité de la communication a pris la décision n° 08/SC/P, qui interdisait certains genres journalistiques, notamment les chroniques et les éditoriaux, jusqu'à la fin du processus électoral, ce qui constituait clairement une violation de la liberté d'expression. Compte tenu de la mobilisation de plusieurs associations de médias guinéens, elle a précisé, dans une déclaration publiée le 4 juin, que sa décision devait être comprise comme une invitation à « faire preuve de professionnalisme et de responsabilité dans l'usage des genres d'opinion tels : l'éditorial, le commentaire, la chronique, le billet ».

Noms : Dogius Koly Théa et Kala Honomou  
Hommes

AU 133/15, AFR 29/1868/2015, 15 juin 2015